

Les préfets sonnent l'alarme sur l'état « d'exaspération » du pays

Une myriade de collectifs conteste la politique fiscale du gouvernement

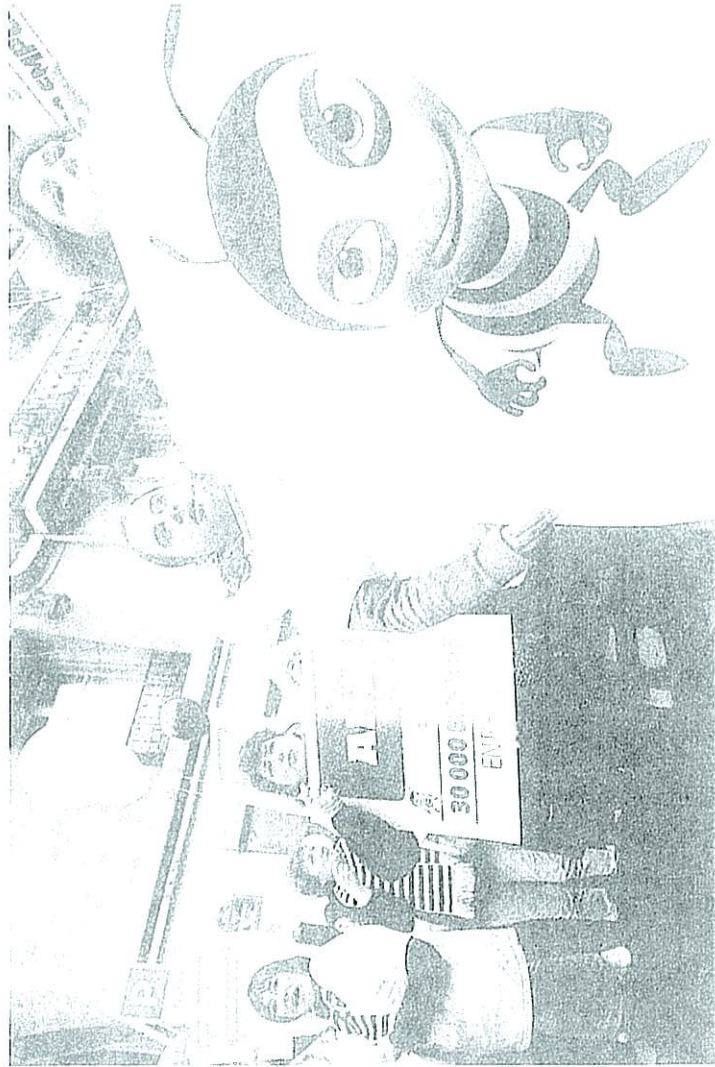
Une société française est en train de craquer. C'est le constat que dresse une note confidentielle du ministère de l'intérieur, dévoilée, jeudi 14 novembre, par *Le Figaro*. Daté du 25 octobre, ce document de quatre pages, qui compile des observations faites par les préfets, sonne l'alarme : le corps social est « en proie à la crispation, à l'exaspération et à la colère ». Loin de se cantonner à la Bretagne, le phénomène se propage « partout sur le territoire ».

« La fiscalité est devenue le principal moteur de contestation de l'action gouvernementale », écrit l'auteur de la synthèse. La cascade de liquidations judiciaires et de plans sociaux entretient un « climat douloureux » et un « sentiment d'accablement ». « Ce mécontentement latent et de façon résignée s'exprime de façon éruptive à travers une succession d'accès de colère soudains, presque spontanés », complète la note.

Dans cette éfrante de ras-le-bol émerge une myriade de groupes qui, pour faire entendre leurs revendications, se sont donnés des noms pittoresques.

Les « *Poussins* » Après le succès éclair des « *geonpis* », d'autres contestataires ont puisé leur inspiration dans le registre des noms de volatiles. Ainsi le collectif des Poussins a défendu le statut des auto-entrepreneurs qu'ils estimaient menacé.

Le gouvernement a présenté,



Le mouvement des « Abeilles » s'oppose au projet de surtaxer les entreprises qui ne souscrivent pas à la mutuelle santé recommandée par les partenaires sociaux. THOMAS SÉCHOT/APF

cet été, un projet de loi ménageant la chèvre et le chou, qui ne les a pas satisfaits.

Les « *Dindons* » A l'automne 2012, des enseignants et personnels de l'éducation nationale se sont organisés en « *Dindons* ». Ce collectif, qui se veut « *apolitique* », entend agir pour la refondation de l'école et milite contre la réforme des rythmes scolaires.

Les « *Dindons* » (bis) Il y a aussi un collectif de salariés frontaliers qui « ne veulent pas se faire plumer ». Ils habitent en France mais travaillent en Suisse et, à ce titre, avaient le choix entre l'un des deux systèmes de Sécurité sociale ou une assurance privée – 85 % d'entre eux ont opté pour cette dernière. C'est terminé : ces salariés devront désormais cotiser en France.

Les « *Montons* » Ils dénoncent une hausse de leurs cotisations pour le régime social des indépendants.

M. Sarkozy sur le chemin du retour, la résistance persiste à l'UMP

L'ex-président se rendra à l'Assemblée vendredi, en hommage à Jacques Chaban-Delmas

Plus personne n'en doute à l'UMP : Nicolas Sarkozy entend effectuer un retour dans l'espoir de se présenter à la présidentielle de 2017. Tous ceux qui s'entretiennent avec lui en sont convaincus. L'ancien ministre Dominique Bussereau, reçu récemment par l'ex-chef de l'Etat, le résume : « Il n'y a pas un visiteur de Nicolas Sarkozy qui ne ressorte avec l'idée qu'il a envie d'être candidat. »

Déjà en précampagne, l'ancien président entretient la perspective de son retour en envoyant régulièrement des messages aux électeurs de droite, tout en restant en retrait pour se poser en recours. Après ses déplacements en Savoie et à Nice, en septembre, puis la diffusion d'un documentaire sur D8 il y a peu, dans lequel il met en scène sa vie privée, M. Sarkozy va réapparaître sous le feu des projecteurs.

L'ancien chef de l'Etat doit se rendre à l'Assemblée, vendredi 15 novembre, sans entrer dans l'Hémicycle. Invité d'honneur du déjeuner annuel de l'association Chaban aujourd'hui, il viendra rendre hommage à l'ancien premier ministre Jacques Chaban-Delmas lors de ce rendez-vous organisé dans un bâtiment du Palais-Bourbon, située rue de l'Université à Paris. Des dizaines de députés devraient entourer M. Sarkozy lors de ce rassemblement très politique qui réunit une centaine de personnes. L'ex-président a fait appel à son ancienne plume Camille Pascal, qui lui a préparé un discours : « Sa venue à ce déjeu-

Le camp Fillon a immédiatement embrayé. Valérie Pécresse a approuvé l'idée de M. Juppé. Eric Ciotti a proposé d'avancer la primaire à 2015. Une idée poussée le 10 novembre par l'ex-filloniste Laurent Wauquiez, qui se prépare à participer à cette élection. De son côté, Jean-François Copé, le président de l'UMP et allié politique de Nicolas Sarkozy, s'oppose à toute modification du calendrier.

« Jouer le pourrissement »

Les rivaux de l'ex-président affirment qu'accélérer la tenue de cette consultation interne peut mettre plus rapidement un terme à la guerre des chefs. C'est l'argument avancé par M. Juppé, qui se pose en recours de son camp comme M. Sarkozy. En réalité, leurs requêtes visent à perturber le calendrier de l'ancien locataire de l'Elysée, qui prévoit de revenir « entre l'automne 2014 et l'automne 2015 », selon un de ses proches. Et à sanctuariser le principe de la primaire dont les sarkozystes ne veulent pas.

Comme M. Sarkozy reste de loin le candidat préféré des sympathisants de droite pour 2017, ses concurrents potentiels espèrent le contraindre à redescendre dans l'arène plus vite que prévu, avec le secret espoir de le voir changer de statut. « Tant qu'il est hors du jeu, il fait figure de recours. Mais une fois revenu, tout sera différent : il va se faire tirer dessus de partout », vient croire l'un d'eux.

Sous le couvert de l'anonymat.